

## TITRE III.

### DU POUVOIR EXÉCUTIF.

#### STATUTS REFONDUS DU CANADA, CHAPITRE 12.

ACTE CONCERNANT LES COMMISSIONS DES OFFICIERS PUBLICS, LES SERMENTS D'OFFICE QU'ILS DOIVENT PRÊTER ET LES CAUTIONNEMENTS QU'ILS SONT TENUS DE DONNER.

SA Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

NOTE.—*Tout ce chapitre est refondu, moins la s. 7, qui demeure en vigueur comme suit :*

NULLE FORMALITÉ RELIGIEUSE N'EST REQUISE.

Nul ne sera tenu de recevoir le sacrement de la Cène, afin de se rendre habile à occuper une charge.

Et nul n'en-courra de pénalités fautes de l'avoir reçu.

7. Il ne sera pas nécessaire à qui que ce soit, dans la vue de se rendre habile à occuper une charge en cette province, ou pour toute autre fin temporelle, privilège ou avantage quelconque en icelle, de recevoir le sacrement de la Cène conformément aux rites ou usages de l'église d'Angleterre, ou de donner un certificat ou produire une preuve constatant qu'elle a reçu le dit sacrement en la manière susdite ; et nulle personne en cette province ne sera sujette à aucune pénalité, confiscation, incapacité ou inhabilité quelconque, à raison de ce qu'elle n'aura pas pris ou reçu le dit sacrement. 13-14 V., c. 18, s. 6.